

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

<u>En exercice</u> : 15	<u>Présents votants</u> : 12	<u>Pour</u> : 12	<u>Abstention</u> : 0	<u>Contre</u> : 0
-------------------------	------------------------------	------------------	-----------------------	-------------------

L'an deux mille vingt-cinq le 05 novembre à 20 heures, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Bernard BAZINET, Maire, le conseil municipal de la commune d'AUGIGNAC,

Date de la convocation du Conseil Municipal : 29 octobre 2025

CONSEILLERS MUNICIPAUX PRESENTS :

ARLOT-PELLEVOISIN Cindy	<i>Absente</i>	JULIEN Monique	POUR	PEYRAZAT Pierre	POUR
BAZINET Bernard	POUR	MATHIS Franck	POUR	PIALHOUX Laurent	POUR
DAGNAS Delphine	<i>Absente</i>	MAREDA Vincent	POUR	ROUMAT Gérard	POUR
GRASSET Cécile	POUR	MAREDA Yoann	<i>Absent</i>	VEDRENNE Jean	POUR
MALLEMANCHE Valérie	POUR	METIFEU Francis	POUR	VIGNERON Sébastien	POUR

ABSENT(S) EXCUSE(S): Yoann MAREDA

ABSENTS: Cindy ARLOT-PELLEVOISIN, Delphine DAGNAS

SECRETAIRE DE SEANCE : Gérard ROUMAT

2025-44 Demande de déclassement portion rue des Abeilles.

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal le courrier d'un propriétaire riverain de la rue des Abeilles au lieu-dit Les Chadauds.

Ce propriétaire, dans son courrier, demande à la commune « le déclassement partiel de la rue des Abeilles [...] pour mettre fin à la circulation automobile qui génère une gêne [...] ».

Après avoir étudié cette demande de déclassement et les plans de situation afférents,

Considérant que cette rue est affectée à l'usage du public et par conséquent à des fonctions de desserte des propriétés riveraines,

Considérant que cette demande de déclassement est contraire à l'intérêt général et constitue également un accès pour les pompiers vers les propriétés riveraines

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré rejette à l'unanimité des membres présents le déclassement de la rue des Abeilles.

Par conséquent, cette demande ne donnera pas lieu à une enquête publique, les élus s'étant préalablement prononcés défavorablement à cette demande (article L 141-3 du code de la voirie routière).

Le Maire certifie sous sa
Responsabilité le caractère
Exécutoire de cet acte.
Le Maire, Bernard BAZINET

Copie conforme en Mairie,
le 10/11/2025
Au registre sont les signatures.
Le Maire
M. Bernard BAZINET

